

La politique budgétaire du gouvernement fédéral critiquée par le CD&V, la N-VA et les libéraux flamands sont peu enthousiastes

La Libre Belgique - 30 Mei 2018

que l'Open Vld et la N-VA ne s'y sont guère montrés enthousiastes. A l'occasion de l'examen du rapport de la Cour des comptes sur le contrôle budgétaire 2018, le CD&V a même envoyé trois députés au front pour souligner les incertitudes qui pèsent sur l'exercice et s'interroger sur l'effet des réformes fiscales sur l'emploi. La députée Griet Smaers a ainsi souligné les "incertitudes".

Alors que s'annonce le prochain exercice budgétaire en juin-juillet, il faudra les lever vis-à-vis de l'Europe, a-t-elle précisé. Il en va de corrections techniques et de certaines rentrées fiscales.

La députée a également suggéré que l'effet de la réforme de l'ISOC (mesures compensatoires) soit réétudié durant l'été. Enfin, en matière de lutte contre la fraude fiscale, elle s'est demandée si le moment n'était pas venu de transposer les recommandations de la commission Panama.

Son collègue Hendrik Bogaert a lui adressé une salve de "questions techniques et politiques" critiques au gouvernement. Il s'est notamment demandé quel était le véritable exercice consolidé signifié à l'Europe, à l'aune du fédéralisme de coopération.

Relayant la Banque nationale, il s'est par ailleurs demandé si la création d'emplois n'était pas le fait du gouvernement Di Rupo plutôt que du Tax shift, le ministre Van Quickenborne ayant déjà réformé les pensions de sorte que la moitié des nouveaux jobs sont occupés par des travailleurs entre 60 et 64 ans.

Hendrik Bogaert a également demandé un tableau détaillé sur les réformes fiscales, estimant qu'"on a autant augmenté que diminué les impôts durant la législature". Le député CD&V s'est également interrogé sur le taux d'emploi de 68,5% alors que l'accord de gouvernement prévoyait 73,2%.

Quant à l'assainissement des finances publiques, Hendrik Bogaert a souligné que les gouvernements qui avaient réalisé les efforts les plus importants étaient les équipes Dehaene et Van Rompuy, et que même Di Rupo avait réalisé un meilleur résultat que l'actuel gouvernement agissant pourtant dans une conjoncture et avec des taux d'intérêt favorables.

Peu d'enthousiasme sur les bancs de l'Open Vld

Le président de la commission des Finances et du Budget Eric Van Rompuy (CD&V) a invité le gouvernement à expliquer la différence de "méthodologie" avec la Commission européenne et la Cour des comptes qui soutiennent qu'il manque 7 milliards d'euros à la Belgique pour revenir à l'équilibre budgétaire alors que l'équipe Michel évalue cet effort à 3 milliards d'euros.

Sur les bancs de l'Open Vld, la prise de parole n'a pas non plus été marquée par un grand enthousiasme.

Attaché à l'équilibre budgétaire, Luk Van Biesen en a regretté le report à 2020. Il l'a attribué à la lenteur des réformes et à un problème de coopération fédérale.

A cet égard, il a salué le geste du président du cdH Benoît Lutgen qui en juin 2017 a mis les socialistes dans l'opposition à l'échelon wallon. "On a vu le résultat sur l'équilibre budgétaire", a ironisé le chef de groupe PS Ahmed Laaouej. On voit que le changement porte ses fruits, a répliqué Luk Van Biesen, renvoyant à l'accord au sein du comité de concertation sur les emplois en pénurie.

Johan Klaps (N-VA) a dit partager dans les grandes lignes l'analyse de Luk Van Biesen. Il a insisté sur les efforts à réaliser en matière de dépenses et a mis en garde contre la volonté de certains de taxer le capital.

Le ton est monté quand Eric Van Rompuy (CD&V) a appelé à reporter d'un an voire 2 la vente de participations dans BNP Paribas, et surtout Belfius. "Cela n'a rien à voir avec Arco, simplement les conditions boursières ne sont plus réunies", s'est-il défendu face à l'exaspération de M. Klaps. "J'en ai marre que vous tentiez de refiler le valet de pique au CD&V. Je pourrais aussi dire qu'avec l'absence de redesign ou les déclarations de Mme Van Camp en faveur de la Sécurité sociale, vous renoncez à couper dans les dépenses", a lancé le député CD&V.

Finalement, le seul élan d'enthousiasme est venu du MR.

"Le gouvernement continue à avancer et les résultats sont là", s'est réjoui Benoît Piedboeuf, renvoyant Dirk Boogaert à ses études. Selon le député réformateur, le seul gouvernement à avoir réalisé une véritable amélioration du solde nominal en réduisant la pression fiscale est le gouvernement Michel, pas les gouvernements Dehaene ou Di Rupo. "M. Boogaert doit aller revoir ses tableaux", a-t-il dit.